



Marnix Van Laecke
Éleveur de visons à Aalter. Président de la Fédération belge des éleveurs d'animaux à fourrure.

"Mon métier, c'est une passion !"

1 Comment êtes-vous tombé dans le monde de l'élevage de visons ?

"Il y a 30 ans. J'ai vu une offre d'emploi dans une ferme, pour s'occuper de visons. J'ai commencé à élever les miens. Mon métier est devenu ma passion."

2 Comment réagissez-vous face aux actions anti-fourrure ?

"Nous travaillons de manière transparente. Mais aucun des activistes anti-fourrure n'a jamais voulu visiter mon élevage..."

3 Et l'homme de la rue ?

"Jamais je n'ai essuyé une critique sur mon métier."

Interview > Ch.V

Un marché de 1,5 milliard d'euros

AALTER "Des protocoles de bien-être existent depuis un petit temps pour l'élevage à la ferme de certaines espèces. Nous voulons appliquer ces mêmes règles – de comportement, de santé, d'hébergement et de nourriture – aux élevages de visons et de renards," nous explique la porte-parole de l'EFBA. Des améliorations ont déjà été effectuées ces dernières années (avec notamment l'obligation de tuer au monoxyde) qui sont surveillées. Une fois par an, au moins, un éleveur de visons reçoit des visites de contrôle.

Ce n'est que depuis peu que la Belgique peut produire autant de peaux de visons. Soit 200 à 250.000 annuellement, contre 150.000 en 2010. Une augmentation qui s'explique par le fait que, l'année dernière encore, seulement 2.000 visons

au maximum pouvaient être élevés par ferme. Dorénavant, la base peut monter jusqu'à 4.000.

Des chiffres qui sont cependant loin derrière ce que certains de nos voisins européens – soumis aux mêmes normes et rassemblés autour de l'EFBA, l'Association européenne des fourreurs – peuvent produire. Le gros des peaux de visons est importé de Pologne, de Danemark ou encore de Finlande. Généralement, direction la Chine (à 80 %). La fourrure (de vison), un produit de luxe européen ? Plus de la moitié des ces peaux utilisées dans l'industrie mondiale du textile proviennent d'Europe, ce qui représente un marché de 1,5 milliard d'euros répartis entre 7.200 éleveurs européens.

Ch.V.